



IL EST TEMPS DE RIPOSTER

CONTRE LE PROJET DE LOI

POUR NOS DROITS ET NOS VIES

MANIFESTONS MERCREDI 9 MARS

Consultez notre site internet : www.cgt-ford.com

Mardi 8 mars 2016

La journée de mobilisation de demain, mercredi 9 mars, s'annonce importante. Pour la première fois depuis longtemps, de toute part, le ras le bol et la colère devrait s'exprimer dans la rue.

A l'initiative de jeunes sur les réseaux sociaux, relayée par les organisations étudiantes et lycéennes, appuyée par des syndicats de salariés du public comme du privé, finalement rejointe par certaines confédérations syndicales, la manifestation devrait illustrer le « tous ensemble » tant attendu.

En effet, le projet de loi sur le travail (dite loi « El Khomri »), cette nouvelle attaque du gouvernement, soutenue par un patronat arrogant et offensif, pourrait être le déclencheur d'une mobilisation sociale d'ampleur.

RECULS SOCIAUX EN SÉRIE ET SANS FIN : RAS LE BOL !

Ces dernières années, de nombreuses « réformes » gouvernementales ont remis en cause nos droits de travailleurs à travers les lois Macron, Rebsamen, l'ANI ... à chaque fois cela consistait à accentuer les reculs sociaux : travail le dimanche, licenciements facilités, affaiblissement de l'inspection du travail et de la médecine du travail, âge de la retraite toujours plus repoussé, pensions de retraite et indemnités des chômeurs diminuées ...

Des attaques toujours justifiées au nom de la lutte contre le chômage, au nom de la compétitivité des entreprises soi-disant en difficulté. Résultat plus de milliards d'euros d'aides au patronat, plus de profits, plus de dividendes, plus de fortunes du côté des exploités et plus de chômage, de précarité, de pauvreté, de souffrance, de maladies professionnelles, de suicides au travail de notre côté.

LA PROTECTION DES SALARIÉS EN LIGNE DE MIRE

Avec la loi sur le travail, ça continue dans le même sens et encore plus graves :

- des accords d'entreprise pouvant être inférieurs à la loi, baisser les salaires...
- des journées de travail plus longues, des semaines de travail plus longues, des apprentis encore plus exploités,
- des heures supplémentaires moins rémunérées,
- des licenciements économiques facilités, plafonnement des indemnités pour les licenciements abusifs, moins de droits pour les syndicats...
- des congés en cas de décès d'un proche plus garantis par la loi,
- moins de pouvoir pour l'inspection du travail...

Et nous ne citons qu'une partie d'un projet qui comporte de nombreux articles.

Ce gouvernement PS, guidé par le Medef, soutenu par la droite, les économistes libéraux, tout ce monde de privilégiés égoïstes, sans la moindre honte, affirme que le Code du Travail est responsable du chômage et des difficultés économiques. En réalité, ils veulent profiter d'un rapport de force extrêmement favorable pour se débarrasser des règles de protection des salariés, pour liquider les contraintes qui les empêchent d'exploiter librement.

Il est important de rappeler que le Code du travail s'est construit progressivement, difficilement, qu'il est le résultat des révoltes ouvrières et des luttes sociales dès la fin du XIX^{ème} siècle. Il y a 150 ans, les patrons trouvaient normal de faire travailler 14h par jour, tous les jours, de faire travailler les enfants 8 à 10 heures par jour, sans sécurité, sans hygiène, sans aucune protection.

La journée de 8 heures, le salaire minimum, la retraite, la sécurité sociale, la protection des enfants, les jours de repos, les maladies professionnelles, la reconnaissance du handicap, les droits syndicaux, tout cela s'est inscrit dans le code du travail grâce aux batailles.

Le capitalisme s'est « humanisé » parce que les salariés se sont battus pour défendre leurs conditions de vie et de travail. Si depuis des années, nous assistons aux reculs sociaux, à la diminution de nos droits, à l'intensification du travail, au recul de la retraite, à la précarisation, c'est parce que les capitalistes reprennent tout ce qu'ils ont perdu, tout ce qui avait été gagné par les luttes.

ÇA S'APPELLE LA LUTTE DES CLASSES !

Ce n'est en rien les lois économiques qui exigent de licencier, de rendre plus compétitives les entreprises ou de baisser le « coût » du travail. Non, c'est seulement le résultat de la rapacité des actionnaires, de l'égoïsme des possédants qui veulent toujours plus se remplir les poches.

Nous avons complète légitimité pour refuser ce projet de loi injustifiable mais aussi de refuser tout ce qui nous a déjà été imposé. Il y a trop de pauvreté, de chômage, de souffrance. Il y a trop d'inégalités sociales alors que des fortunes indécentes s'accumulent du côté de ceux-là même qui nous expliquent qu'il faudrait encore faire des sacrifices.

La CGT-Ford se joint à la manifestation, demain mercredi 9 mars et aux journées de mobilisation qui suivront. Une seule journée d'action ne suffira pas. C'est un véritable mouvement de protestation qu'il faut construire, comme en juin 1936, comme en mai 1968, comme en décembre 1995.

La CGT-Ford appelle à la grève et à débrayer durant cette journée de mercredi 9 mars pour participer à la manifestation qui aura lieu à 13h, place de la Victoire, à Bordeaux

Retrouvons-nous derrière la banderole des « Ford »